GESTION PUBLIQUE
La veille internationale en brèves
N° 82 – octobre 2017

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 97 – Islande
le budget sensible au genre, une réponse à la crise économique

Cette île de 330 000 habitants a subi de plein fouet les effets de la crise économique et financière de 2008. Cependant, elle a connu depuis « un redressement spectaculaire » car aujourd'hui la croissance du PIB prévue pour 2017 est de 6 %, la dette publique est contenue à 35 % du PIB, on constate un léger excédent budgétaire (1,7 %) et le quasi-plein emploi. Parmi les mesures pour répondre à la crise, figurait la mise en place d'un budget sensible au genre (BSG).

vmd

en savoir plus

Actualité de la gestion publique

1 – Budget et performance

- Élaboration et exécution
- Mesure de l'efficacité et évaluation
- Contrôle et audit des finances publiques
- Règles et traités internationaux

Bulgarie

Rationaliser les services publics pour réaliser **d'importantes économies budgétaires** : c'est le programme de grande ampleur que vient de lancer le gouvernement. Évalué à cinq millions d'euros (dont 1,2 million pour les services de consultants que propose la Banque mondiale, qui **procédera également à une évaluation**), il vise à **mutualiser tous les services support** qui peuvent l'être au sein des administrations de l'État. Tomislav Donchev, vice-Premier ministre, a ainsi indiqué : « Nous introduisons le **principe des services partagés** dans l'organisation et le travail de l'administration centrale ». D'ici à 2020, les ressources humaines et la comptabilité des agences **de dix ministères seront centralisées**.

en savoir plus

jfa

Luxembourg

Après l'Irlande (et Apple), **un nouveau bras de fer** oppose la Commission européenne et le Grand-Duché : Margrethe Vestager, commissaire à la Concurrence, a exigé, le 5 octobre, que le géant américain de la vente en ligne Amazon rembourse 250 millions d'euros aux autorités du pays. Selon l'exécutif, **près des trois quarts des bénéfices n'auraient pas été imposés** grâce à des ***tax rulings*** (pratique permettant à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale et d'obtenir certaines garanties juridiques). Le gouvernement s'est engagé à **se soumettre à la décision de l'Union** et a demandé à l'entreprise de **provisionner les sommes demandées** sur un compte sous séquestre.

en savoir plus

jfa

IGPDE INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - BUREAU DE LA RECHERCHE

Nouvelle-Zélande

Le bureau du Vérificateur général (Cour des comptes) a publié un **guide** à l'intention des parlementaires (Chambre des représentants) dans lequel il détaille **le type d'interaction, les activités de conseil et de soutien** que ses services peuvent apporter aux députés pour examiner l'efficacité, l'efficience et **la responsabilité des entités publiques** afin de s'assurer qu'elles fonctionnent comme le Parlement les a prévues. Ce document fait suite à la rédaction, en juin 2016, par le bureau des commissions de la Chambre, d'un **code de conduite** pour la fourniture d'une assistance par le Vérificateur général aux membres du Parlement et à certaines de ses commissions.
en savoir plus *jfa*

Royaume-Uni

Performance Tracker est un rapport sur la **performance de l'action publique** publié conjointement par *The Institute for Government* et *Chartered Institute of Public Finance and Accountancy*, deux organisations non gouvernementales. Plus de 100 groupes de données, répartis en neuf services publics clés, ont été analysés pour **mesurer l'efficacité du gouvernement** dans la mise en œuvre de ces services. Pour les auteurs, le but de cette **analyse indépendante** et qui porte sur cinq points (évolution des dépenses, des effectifs, des attentes des usagers, du volume d'activité et de la qualité de service) est de susciter une **meilleure planification financière** au sein même de l'Administration.
en savoir plus *jfa*

2 – Gouvernance

- Réorganisations administratives et territoriales
- Concessions, délégations et partenariats
- Délivrance du service public
- Nationalisations et privatisations

Union européenne

Actuellement, seules les autorités nationales peuvent enquêter et poursuivre les fraudes et autres crimes **affectant les intérêts financiers de l'Union**. Leurs compétences s'arrêtent toutefois à leurs frontières nationales. Les organes de l'Union existants (tels que l'OLAF, Eurojust et Europol) n'ont pas été mandatés et ne peuvent pas l'être pour mener des enquêtes pénales. Les **vingt États membres (dont la France)** qui participent à la coopération renforcée concernant le **Parquet financier européen** (prévu à l'article 86 du Traité de l'Union) ont **validé sa création** le 12 octobre. Cette institution aura son siège à Luxembourg et permettra **d'unir les efforts en matière répressive** déployés aux niveaux européen et national.
en savoir plus *jfa*

Égypte

Comme l'avait fait le Brésil dans les années 1960 (avec Brasilia), ou plus récemment la Birmanie (Naypyidaw), la Côte d'Ivoire (Yamoussoukro), le Kazakhstan (Astana), la Malaisie (Putrajaya) ou encore le Nigeria (Abuja), le pays a officiellement lancé son **projet de construction de nouvelle capitale**. Située à une quarantaine de kilomètres à l'est du Caire et construite sur 714 km^2, elle abritera un **district gouvernemental** regroupant les 29 ministères et toutes les institutions de l'État, dont le Parlement. Une opération « dont le coût élevé **n'a pas affecté les priorités de l'État** ni freiné d'autres projets importants » et « qui **restera dans l'histoire** » selon le président de la République, Abdel Fattah al-Sissi.
en savoir plus *jfa*

Estonie

La Chambre de révision constitutionnelle de la Cour suprême a rendu sa première décision concernant trois municipalités (Koeru, Rakke et Lüganuse) sur les dix-sept ayant **formulé un recours contre la fusion** qui leur avait été imposée (le gouvernement avait décidé – par ordonnance – des regroupements pour 26 communes qui ne s'étaient pas entendues sur des fusions volontaires afin d'atteindre la taille minimale de 5 000 habitants en application de la **nouvelle organisation administrative et territoriale**). Alors qu'en seconde instance, un tribunal administratif de Tallinn avait donné raison aux municipalités requérantes, la plus haute juridiction a déclaré que les **fusions n'étaient pas inconstitutionnelles**.
en savoir plus *jfa*

Italie

Organisés à l'initiative des présidents des deux régions, Roberto Maroni et Luca Zaia, **deux référendums** se tiennent en Lombardie et en Vénétie le 22 octobre. Lors de ce vote, qui s'inscrit dans le cadre de la Constitution, les citoyens sont appelés à se prononcer sur « **des formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie** ». Les revendications portent sur **un transfert de compétences** en matière d'infrastructures, de santé et d'éducation, mais aussi de sécurité et d'immigration. Régions les plus riches du pays (elles contribuent à 30 % du PIB), elles souhaitent également obtenir **davantage de ressources financières** en récupérant environ la moitié du solde fiscal actuel.
en savoir plus *jfa*

3 - Relation à l'usager

- Action publique numérique
- Démarches qualité
- Gouvernement ouvert et transparence
- Participation des citoyens et coproduction

Conseil de l'Europe

Le Comité des Ministres a adopté, le 27 septembre, des **lignes directrices visant à promouvoir la participation civile à la prise de décision** dans les 47 États membres de l'organisation. À un moment où la démocratie est remise en cause par une perte de confiance, ces textes sont un « **préalable pour garantir la sécurité démocratique** et assurer la participation de tous les individus et groupes sociaux aux processus politiques et décisionnels ». Thorbjørn Jagland, secrétaire général du Conseil, avait recommandé la préparation de cet **instrument normatif unique** dans son rapport de 2015 sur l'état de la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit en Europe.
en savoir plus

jfa

Finlande

Helsinki a présenté sa **communauté d'experts en logiciel open source**. La capitale finlandaise emploie aujourd'hui neuf développeurs qui ont pour mission **d'aider les services municipaux** à réaliser des tâches telles que le développement d'interfaces de programmation d'applications (API), de projets de données ouvertes et d'acquisition de logiciels libres. Pour **étendre encore ses capacités** et encourager de nouveaux candidats à rejoindre cette équipe, la ville a lancé **la plateforme « Helsinki loves developers »**. La bibliothèque de modèles (HTML et CSS) Helsinki Bootstrap, les portails de services Digital.Helsinki et de démocratie participative Kerrokantasi en sont les premières réalisations.
en savoir plus

jfa

Grèce

À l'occasion d'une visite de la nouvelle commissaire européenne pour l'Économie et la Société numérique, Mariya Gabriel, le ministère de la Politique numérique a présenté son projet pilote **d'utilisation des signatures électroniques pour son flux documentaire interne et externe**. Le ministère utilisera des certificats délivrés par ERMIS, le portail d'administration électronique national, **en combinaison avec des mots de passe à usage unique** envoyés aux téléphones portables des 600 utilisateurs. Selon Stelios Rallis, secrétaire général du ministère : « Il est important de préciser que **le coût du projet est extrêmement bas**, inférieur à 60 000 euros, avec un **retour sur investissement** attendu dans quelques mois ».
en savoir plus

jfa

Slovénie

SURS, l'institut national des statistiques, vient de **mettre en ligne 3 374 ensembles de données** sur le portail gouvernemental de données ouvertes OPSI, lancé en 2016, ce qui en fait aujourd'hui le principal contributeur après le ministère du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances. Les **métadonnées démographiques, économiques, environnementales et sociétales** sont ainsi devenues **accessibles et libres de droit** et fournissent aux utilisateurs un **aperçu du fonctionnement de l'État**. L'annonce a été faite par le ministère de l'Administration publique à l'occasion de la **journée européenne de la statistique** qui a lieu chaque année le 20 octobre.
en savoir plus

jfa

4 – Emploi public

- Statut, positions d'activité et rémunération
- Management et évaluation
- Recrutement et formation
- Évolutions sociétales

Allemagne

La fonction de **délégué(e) à l'égalité est une instance** présente dans toutes les administrations fédérales, régionales et communales. Elle est rattachée à la direction et est **consultée dans toutes les procédures** liées tant à la gestion des ressources humaines qu'à l'organisation du travail. Déboutant le recours formulé par un fonctionnaire du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, le tribunal administratif de Greifswald a statué sur le fait que **cette fonction (élective) devait être assurée par une femme**. Son président a argumenté cette décision en indiquant que « la loi sur l'égalité vise toujours **principalement la promotion de la femme, encore largement sous représentée dans les postes de direction** ».
en savoir plus

jfa

Canada

Patrick Borbey, président de la Commission de la Fonction publique, estime que la **prime pour bilinguisme**, versée depuis plusieurs années aux fonctionnaires fédéraux, « **devrait être supprimée** ». Selon lui, cette prime annuelle de 800 dollars canadiens, attribuée à tous les personnels qui répondent aux exigences linguistiques en français et en anglais, « **ne sert plus son objectif initial d'augmenter le nombre de travailleurs bilingues dans la fonction publique** ». Il propose de créer un fonds de formation linguistique pour aider les fonctionnaires à **améliorer et à maintenir leurs compétences en langues**, ce que beaucoup d'entre eux financent aujourd'hui sur leurs deniers personnels.
en savoir plus

jfa

Espagne

Elena Collado, secrétaire d'État à la Fonction publique, a présenté aux syndicats le plan du gouvernement pour permettre aux fonctionnaires de **récupérer une partie du pouvoir d'achat** perdu pendant la crise. La proposition comprend une **part fixe** qui sera de 1,5 % en 2018, 1,75 % en 2019 puis 2 % en 2020. À celle-ci s'ajoutera une **part variable** qui sera décidée annuellement **en fonction du taux de croissance du pays**. Le texte prévoit toutefois de **limiter l'augmentation sur les trois ans à 7,25 %** (soit 2 % pour la part variable sr toute la période). Les syndicats ont rejeté la proposition, la considérant comme largement insuffisante. Ils estiment que la perte du pouvoir d'achat depuis le début de la crise **a été de 14 %**.

en savoir plus

jfa

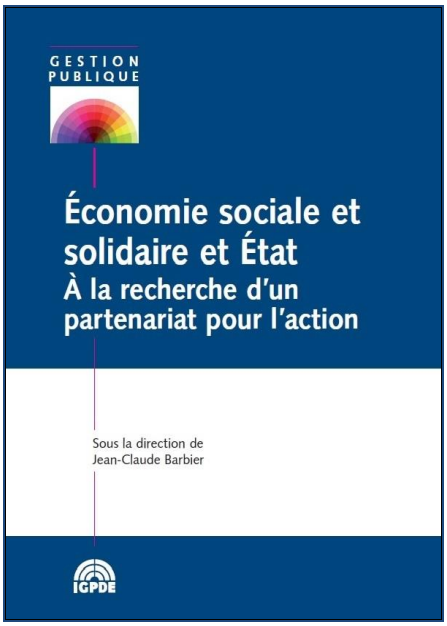
États-Unis

L'Administration américaine a **de plus en plus de difficultés à recruter des jeunes**. Une statistique récente montre que les **moins de 30 ans ne représentent plus que 7 % des effectifs**, soit le chiffre le plus bas jamais atteint. Plusieurs enquêtes montrent que le secteur public a fortement perdu en attractivité : « Ce n'est pas que les jeunes âgés de 18 à 36 ans ne veulent pas servir leurs communautés ou leur pays. Nous constatons qu'**ils veulent des emplois qui ont un impact social**. En fait, 94 % d'entre eux souhaitent utiliser leurs compétences pour œuvrer pour une cause sociale ». Les services chargés du recrutement réfléchissent activement à des **solutions pour inverser cette tendance**.

en savoir plus

jfa

Paru le 3 octobre 2017



L'économie sociale et solidaire (ESS) possède sa dynamique propre. En tant que forme d'économie, elle contrebalance les échecs du marché et les limites de l'État et c'est à ce double titre qu'elle prend une place grandissante dans la réflexion des universitaires et des décideurs publics.

Elle s'appuie néanmoins sur la longue histoire de l'associationnisme qui passe par l'invention d'institutions de protection sociale (mutuelles, associations caritatives,..) et la définition de politiques sociales (aide à domicile, handicap, insertion, …) pour aboutir au système français actuel. À ce titre, l'ESS est un instrument disponible pour renouveler les modes d'élaboration des politiques publiques et de délivrance des services publics introduisant du partenariat entre l'État et l'ESS afin de dynamiser et de réorienter l'action publique.

Différents scenarios ont déjà été éprouvés : entre complémentarité et substitution, entre partenariat et affrontement dans le domaine de la protection sociale en France. Les enjeux sont de taille, et la question de l'évaluation de l'ESS présente le risque d'être standardisée. La coopération entre ESS et biens communs, ces derniers véhiculent des valeurs communes d'universalité et de partage, offre également des potentialités non négligeables…

Plusieurs études de cas sont présentées dans l'ouvrage. En Russie, au Danemark, au Québec et en France, la diversité des rapports entre État et ESS est abordée : concurrence, volontariat, co-production et biens communs. D'autres exemples (Suède, Espagne, Grande-Bretagne et Pays-Bas) démontrent le potentiel d'innovation que représentent les relations État, secteur privé et l'économie sociale et solidaire.

Editeur : Comité pour l'histoire économique et financière de la France / IGPDE
Collection « Gestion publique » – 250 pages – ISBN 978-2-11-129423-3 – Prix : 21 €
(formats ePub ou PDF disponibles prochainement : 10,99 €)

en savoir plus / commander

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN *(jfa)*, VIRGINIE MA-DUPONT *(vmd)* / NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – @Igpde_Gp
https://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS